

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

12 AU 18 OCTOBRE 1995

N° 1012

10,00 F



Banlieues : plutôt la vie !

LE VENDREDI 29 septembre, en soirée, la mort de Khaled Kelkal, retransmise en léger différé sur les chaînes de télévision, laissait alors déjà planer un sentiment de malaise chez ceux qui, ne cédant pas à la trouille panique fort médiatisée d'une guerre sainte sur le territoire français, disposaient encore de quelque capacité à s'interroger. Comment ne pas se rappeler d'affaires telles que celles de Mesrine ou d'HB ? Des histoires, des motivations différentes, mais qui, comme dans le cas de Khaled Kelkal, amenèrent des hommes à endosser le rôle d'ennemi public n° 1. Des histoires qui obéissent toutes au même scénario : homme traqué, traqué médiatisé et la punition : l'exécution ! Car l'Etat indique toujours, lors d'événements de cet ordre (où le « méchant » devient une sorte de Mandrin ou de Robin des Bois pour une partie de l'opinion), ce qu'il en coûte de se dresser contre lui : être jugé, condamné et exécuté en une fraction de seconde. Exécution... c'est d'ailleurs bien ce mot qu'employèrent des jeunes de Vaulx-en-Velin et que suggéra le secrétaire général du Syndicat de la Magistrature : « Kelkal était blessé et à terre, ne pouvait-on pas l'obliger à se rendre plutôt que de le tuer. Je trouve aberrante la logique de cette opération. Comme si on avait recherché une confrontation qui ne pouvait aboutir qu'à la mort d'un témoin essentiel ».

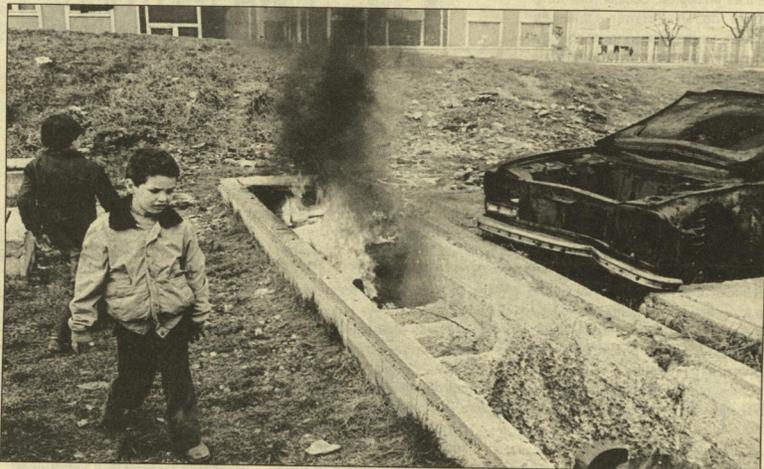


Photo Sipa Press.

Il y a eu aussi les images particulièrement dures de M6, du cadavre de Khaled Kelkal retourné à coups de rangers. Le

malaise atteignit son comble le samedi soir lorsque, sur France 2, le ministre de l'Intérieur déclara qu'il avait « le sentiment

que c'est la même équipe qui a procédé aux différents attentats ». Ainsi, sans preuve, Khaled Kelkal était présenté comme le

coupable idéal. Autant d'éléments qui rendaient de moins en moins crédible la version officielle de la légitime défense. Le lundi 2 octobre, le journal suisse *le Nouveau quotidien* affirme que la bande-son du document diffusé par M6 a été tronquée, supprimant une voix qui crie : « Finis-le, finis-le ! », suivie d'un coup de feu, puis d'un « OK, c'est bon ». M6 reconnaît et revendique son choix d'avoir coupé la bande-son.

Voilà, dans les grandes lignes, l'affaire telle qu'elle apparaît. Et maintenant ? Il y aura l'enquête (menée par les gendarmes... ceux-là même qui ont abattu Khaled Kelkal !), les spéculations des divers spécialistes, les médias qui s'interrogeront sur le rôle... des médias (sic), les reportages sur les banlieues, des démocrates qui disserteront sur l'ordre républicain, sa police et ses limites... Et dans l'ombre du débat démocratique, il y aura encore et toujours le secret d'Etat, fondement d'un ordre reposant sur la non transparence.

Saurons-nous vraiment un jour quel fut le degré de culpabilité de Kelkal (si culpabilité il y eut) ? Quel fut le degré d'autonomie ou de manipulation dans son action ? Et dans ce cas, qui (groupe, Etat ou service) le manipula ? L'a-t-on exécuté ? Et sur ordre de qui ? Ces questions seront bientôt noyées sous le flot quotidien de scoops et d'informations. La vérité apparaîtra peut-être plus tard, dans le livre ou l'article d'un journaliste d'investigation.

(suite p. 3)

Oublis, silence et non-dits !

Des questions sans réponses !

1/ Le Parti Silencieux, qui lorsqu'il était au pouvoir était Pourri et Sale, se veut maintenant Propre et Socialiste. Sa volonté de se refaire une virginité politique l'amène à devenir le « Parti Schizophrène ».

Comment oublier que sous son règne 86 essais nucléaires ont été pratiqués ?

Pourquoi a-t-il voté sans interruption les crédits de guerre, l'augmentation constante du budget de l'armée ?

Pourquoi a-t-il refusé l'indépendance de la Kanaky ?

Pourquoi parlait-il de démocratie en Afrique, alors qu'il soutenait les dictateurs et refusait l'asile politique à leurs opposants ?

N'a-t-il pas soutenu et armé un régime responsable du génocide au Rwanda ?

2/ Au nom de l'emploi, certains refusent les questions pourquoi produire et travailler ?, pour qui ?

Comment oublier que la France est le troisième ou le second vendeur d'armes au monde. Ces armes sont bien produites en France par du personnel français. Par exemple, la Société nationale des poudres et explosifs, contrôlée par l'Etat, produit et vend une grande partie des mines antipersonnel installées de par le monde. Ceci ne choque personne. Au besoin, on peut donner son obole lorsque les médias nous sollicitent, avec l'hypocrisie humanitaire, et nous font pleurer sur les handicaps provoqués par ces engins.

On peut demander l'augmentation du nombre des fonctionnaires, sans remarquer qu'une grande partie d'entre eux seront flics, matons ou contrôleurs pour surveiller, arrêter et expulser les « étrangers ».

Combien de crimes ont été commis au nom de l'emploi par la France nucléaire et xénophobe ?

3/ La lutte écologiste veut protéger notre environnement pour l'avenir de l'humanité. Elle met en avant les dangers du nucléaire,

la « paix verte » tient le devant de la scène médiatique et le « ni droite ni gauche » reste le dogme.

Comment ne pas voir que la destruction de la nature est liée au même phénomène que la destruction des humains, et que celui-ci porte un nom : le capitalisme sous toutes ses formes.

Cette façon de concevoir l'écologie évacue la politique, dommage ! L'écologie est importante, surtout si on admet la liaison entre la domination sur la nature et celle des humains entre eux.

4/ Les sirènes de l'unité ne veulent pas de débat, mais une action commune forte contre « la droite ». Mais où commence « la gauche » et où finit « la droite » ?

Le recours à l'Etat-providence est toujours invoqué, alors que celui-ci avoue ouvertement son incapacité à peser sur le système financier mondial.

(suite p. 4)

PERPIGNAN

1^{er} - 4 NOVEMBRE
colloque national
« L'ANARCHISME...
IMAGES
ET RÉALITÉS »

programme en page 3

T 2137 - 1012 - 10,00 F



FOP 2520

En avant toutes et tous !

Ensemble, défendons les droits des femmes

La Fédération anarchiste se joint à l'appel de la Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception (CADAC), pour préparer une manifestation nationale, à Paris, le 25 novembre. D'ores et déjà, de nombreuses associations et mouvements politiques (plus d'une cinquantaine) appellent à manifester.

V OILÀ CINQ ANS que la CADAC rassemble les forces prêtes à lutter contre les actions-commando, à défendre le droit à l'avortement et à la contraception, à réagir contre la remontée d'un certain ordre moral. Meetings, rassemblements, fêtes, pétitions, audiences auprès des pouvoirs publics, interviews, contre-manifestations, tracts... : la CADAC n'a cessé d'interpeller sur l'urgence à réagir. Enfin, une grande manifestation nationale se dessine. Enfin, les organisations s'unissent pour tenter de réussir un coup d'arrêt à ces attaques aux droits des femmes. Il a fallu attendre la loi d'amnistie, consécutive à l'élection du nouveau président de la république, pour que chacun, chacune, sente l'extrême danger d'une amnistie des actions-commando anti-IVG. L'amnistie aurait été la porte ouverte à ce qui se pratique aux Etats-Unis : non seulement, les commandos auraient déferlé mais se seraient montrés plus offensifs, car en terrain conquis, jusqu'à l'usage d'une violence irréversible, celle qui tue, pour « sauver des enfants à naître ». Grâce à la mobilisation rapide et déterminée de cet été, vis-à-vis des parlementaires, Juppé a été contraint de désavouer le Garde des Sceaux, lui qui souhaitait un équilibre entre les opposants et les défenseurs du droit à l'avortement. Ont donc été exclues de l'amnistie

toutes les actions-commando, mais en contre-partie les soutiens parlementaires aux intégristes ont fait voter un amendement excluant aussi toute personne incitant à l'avortement. A quoi correspond l'incitation ou la provocation à l'avortement ? A l'information légitime que l'on devrait donner à toute femme, information toujours réprimée par la loi de 1920 votée par la Chambre bleu horizon, après la grande boucherie de 14-18 ? Si oui, alors cela met en danger toutes les conseillères qui accueillent les femmes dans les centres de planification ou à l'hôpital. Comme cette infirmière de Draguignan, mise en examen en juin dernier pour provocation à l'avortement. Un médecin, de Laissez-les vivre, l'a dénoncée pour avoir soi-disant proposé à une jeune femme de dix-huit ans et demi un avortement à 2 500 F. Cette infirmière n'avait fait qu'indiquer l'adresse du Planning familial, ne pouvant ce jour-là l'accueillir au centre de planification où elle travaille, puisque ce n'était pas le jour de permanence. Or, à contrario de ce qu'affirme le médecin, c'est bien la jeune femme qui réclamait une interruption volontaire de grossesse, alors qu'enceinte de près de six mois ni le centre de planification de la PMI ni le Planning familial n'auraient pu répondre à sa demande.

Si les auteurs des commandos anti-IVG sont sanctionnés, exception faite



par le tribunal de Paris pour le commando ayant attaqué l'hôpital Pitié-Salpêtrière, il n'en reste pas moins qu'ils continuent de sévir. Le 19 septembre, ils ont occupé deux heures durant la salle d'attente du centre d'orthogénie de l'Hôtel-Dieu, à Rennes. Le 30, ils étaient rassemblés devant la clinique Jeanne-d'Arc, à Paris. Le 8 octobre, ils organisent le jugement du commando de l'hôpital Sacré-Cœur de Montmartre, avec le soutien de mère Térèse. Et le 21 septembre, quand fut rendu le jugement du commando de l'hôpital Bécélère, à Clamart (Hauts-de-Seine), Xavier Dor, qui se voyait condamner à un an de prison avec sursis (cent actions revendiquées) et deux ans de mise à l'épreuve, a annoncé qu'il ferait appel afin de pouvoir continuer ses actions. Quelque temps auparavant, n'avait-il pas affirmé qu'il n'y avait qu'une seule justice, celle de Dieu, devant le tribunal de Bobigny, là-même où Marie-Claire Chevalier, défendue par Gisèle Halimi, avait été relaxée en 1972 pour avortement, début d'une longue mobilisation (pas la première) pour conquérir le droit de choisir.

La loi de 1975 autorisant l'avortement, restrictive quant aux délais, aux mineures, aux étrangères, rencontre maints obstacles dans son application,

ce qui contraint 5 000 femmes, par an, à se rendre à l'étranger. Ce qui favorise aussi l'action de ces croisés de Dieu. Ceux-ci trouvent des relais puissants dans l'Eglise catholique, poussés à l'action de « sauvetage » par le pape, mais aussi dans les divers pouvoirs politiques. Le dernier gouvernement apparaît encore plus enclin à les soutenir. *Charlie-Hebdo* ne titrait-il pas : « Ce n'est pas un gouvernement, c'est un commando anti-avortement » ? La nomination de Colette Codaccioni au ministère de la Solidarité entre les Générations (1), alors qu'elle a liquidé le Planning familial du Nord et qu'elle fut la rédactrice d'un rapport sur la famille qui portait en exergue : « Le fruit de vos entrailles est béni », révèle bien la volonté gouvernementale de renvoyer les femmes à leur rôle de mère, d'épouse et de fille, qu'elles n'auraient jamais dû abandonner.

La loi sur la famille, votée en juillet 1994, consacre bien cette idée. Face au chômage, à la délinquance et à la dénatalité, une seule solution : retirer les femmes du monde du travail salarié et les inciter à procréer, en retournant à leur cuisine et à leurs marmots. Mais les femmes résistent. Elles sont de plus en plus nombreuses à vouloir travailler, même si chômage, bas salaires, non reconnaissance des qualifications, précarité, temps partiel imposé pèsent davantage sur elles que sur les hommes. La pauvreté grandit chez les femmes, ici comme ailleurs sur la planète.

Durant quelques semaines, parce que se tenait la Conférence mondiale sur les femmes, à Pékin, les feux des médias étaient braqués sur la situation des femmes. La dégradation dont elles sont victimes fut évoquée : les représentants de l'Etat français avaient eux aussi dressé un tableau peu flatteur pour le pays de la « démocratie ». Profitez de cette mobilisation des esprits pour vraiment ouvrir les yeux et les oreilles au plus grand nombre.

Les femmes ne veulent pas d'équité, mais revendiquent l'égalité sociale, politique, économique et morale. Qu'elles soient condamnées à mort comme Sarah Balabagan après avoir été esclave et violée ou qu'elles soient au quotidien harcelées, affichées, corvéables à merci, battues et encore violées, fait apparaître la barbarie de notre société encore plus monstrueuse. Les intégrismes ne font que renforcer l'oppression millénaire des femmes. Luttons contre eux, mais pas seulement. Le capitalisme s'appuie autant sur le patriarcat et les intégrismes que sur l'Etat, pour asseoir son pouvoir.

La préparation de la manifestation du 25 novembre peut être l'occasion de le rappeler aussi bien dans les collectifs de mobilisation que dans des diverses publications (tracts, journaux...).

Pour le droit à l'avortement et à la contraception, pour le droit à l'emploi, pour une réelle égalité entre les femmes et les hommes, contre la remontée de l'ordre moral... mobilisons-nous tous et toutes.

HÉLÈNE HERNANDEZ
(gr. Pierre-Besnard - Paris)

(1) De nombreux membres du gouvernement et des cabinets sont liés à la Fondation Lejeune et à l'Opus Dei, même si Hervé Gaymard se fend d'une mise au point disant le contraire.

MONTPELLIER

Création d'une commission Femme

Conscientes du fait que nous, les femmes, devons rester vigilantes en ce qui concerne nos droits acquis mais sans cesse remis en cause et ceux que nous n'avons toujours pas obtenus, nous avons ressenti la nécessité de créer une commission Femme, non-mixte, au sein du groupe FA de Montpellier.

C'est le passage de Muriel et de Christine, deux militantes de la commission Femme de l'Ouest, pour un débat sur l'anarcho-féminisme, à l'*Antre anar*, notre local, qui nous a permis d'impulser cette démarche.

La commission Femme organisera des réunions de deux types :
— des réunions ouvertes aux seules militantes du groupe FA ;
— des réunions élargies aux sympathisantes.

Elle aura comme objectif d'impulser une réflexion sur différents thèmes, tels que : le système et l'éducation patriarcale, l'inégalité des droits (en France et dans le monde), l'image de la femme et les agressions sexuelles...

Bien que la commission soit non-mixte, nous espérons que nos réflexions seront relayées par l'ensemble des militants du groupe.

Vous pouvez rencontrer les militantes de la commission Femme à l'*Antre anar*, 5, rue Jeanne-d'Arc, 34000 Montpellier, le mardi, à partir de 20 h 30, et le jeudi, de 16 h à 19 h.

JEANNE et NAT
(Commission Femme de Montpellier)

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) 49.29.98.59.

le monde
libertaire

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n° <input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois	13 n° <input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois	25 n° <input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an	45 n° <input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays

A partir du n° (inclus).

Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Autre

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication :
André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie,
24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145
1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — La Vigie
Diffusion SAEM
Transport Presse

Banlieues : plutôt la vie !

(suite de la « une »)

Quoi qu'il en soit, il est plus que jamais nécessaire de réaffirmer notre critique du terrorisme. Parce que la guerre ouverte ou souterraine entre Etats n'est pas la nôtre. Parce que l'affrontement entre tenants d'un pouvoir et aspirants à prendre ce pouvoir ne mérite pas une seule vie. Parce que la monnaie d'échange de cette guerre « sale », ce sont toujours des innocents, tués ou mutilés (la guerre « propre », c'est la guerre chirurgicale faite au nom de la démocratie...). Enfin, refrain connu, parce que l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-

mêmes. Mais il y a des refrains qui devraient être plus souvent repris en chœur ! Là aussi, il nous faut dénoncer, partout, ceux qui (partis, Eglises, avant-garde...) s'auto-proclament leaders ou guides. Il y a toujours en eux les défenseurs d'un Etat présent ou à venir. Le terrorisme est toujours étatique.

Ces prochains jours, on parlera beaucoup de « la » banlieue : la haine, le racisme, la violence, la fameuse fracture sociale... Sociologues et journalistes feront couler beaucoup d'encre. Mais là encore, à l'ombre du débat démocratique, la misère et l'humiliation continueront de

conduire nombre de jeunes à la révolte. Une révolte qui traduit le rejet d'une situation intolérable. Réaction naturelle qui, selon les individus, peut aussi bien mener à une conception positive du monde qu'à des prises de position réactionnaires (extrémisme religieux, extrême droite).

Il ne faut pas accepter la représentation très spectaculaire et surtout unique que les médias nous livrent de la banlieue. La banlieue n'existe pas ! Il y a seulement des banlieues, avec nos villes, nos quartiers, nos cités : le lieu réel où nous vivons et pouvons agir. C'est là qu'il faut développer une dynamique

sociale, associative... impulsant ou amplifiant les actes d'entraide et de résistance.

La société est de moins en moins vivante. Elle devient à l'image du capitalisme : mortifère. Un quotidien fait d'humiliations, de soumission, de consommation, de frustrations ou de révoltes désespérées, suicidaires, aveugles, meurtrières et sans futur.

Il y a urgence, dans les banlieues et ailleurs, à retrouver l'indispensable instinct de vie.

LAURENT FOULLARD
(gr. Etoile Noire - Evry)

TOULON

Piratage informatique

A l'heure du WEB, le réseau Internet, cette fameuse « autoroute de l'information », voilà que *le Canard enchaîné* n° 3908 du 20 septembre 1995 révèle que des supers secrets militaires top de top viennent d'être ignominieusement piratés par on ne sait qui (DST, DPSD sont dans le cirage, le parquet de Marseille a ouvert une information judiciaire).

Ousqu'on va ! Si l'on n'est même plus assuré de la sécurité de notre ineffable « défense nationale ».

Ousqu'on va en ces temps où le président Hiro-Chirac, digne successeur du Grand Général et du Mythe Errant, a décidé, en grand garçon responsable et tout, de faire mumuse avec la bombinette atomique à Moruroa-mon-Amour (sans danger pour l'environnement et les populations, à ce qu'il dit. Alors pourquoi Hiro-Chirac ne fait-il pas péter son bidule atomique dans les caves de l'Elysée ? Pourquoi ?).

Pour le moment, les pirates informatiques ne se sont emparés que des « codes d'identification acoustiques » de la bagatelle de plusieurs centaines de bâtiments militaires français et alliés : porte-avions (y compris nucléaires), croiseurs, sous-marins nucléaires. C'est-à-dire qu'ils ont pu accéder à des banques de données où sont stockés les bruits caractéristiques de chaque bâtiment.

Mais imaginez qu'un quelconque quidam lambda, chebran de *WarGames* (1), quelque peu doué en bidouillage informatique décide de passer de la réalité virtuelle à la réalité vraie-de-vraie en décodant les codes cryptographiques de nos missiles d'attaque équipés de bombes A et H et en déclenchant leur lancement. Hiroshima et Nagasaki, avec leurs centaines de milliers de morts, feraient alors office de catastrophes nucléaires mineures.

Tout cela met en évidence l'insécurité et par là l'absurdité du système de « défense nationale » et conforte notre lutte pour une France sans armée.

JOHAN ALGOL

(1) In english in the text : jeu de guerre.

QUAND LA GAUCHE ET SES SATELLITES JOUENT LA SÉCURITÉ...

L'été de toutes les surprises

La social-démocratie, de par sa nature, a toujours été historiquement à l'arrière-garde du combat antifasciste, allant même à l'encontre des forces révolutionnaires qui luttèrent contre la peste brune. En deux septennats, Mitterrand a su utiliser le FN (et donc lui donner du poids), par ses calculs politiciards face à la droite. Cette reconnaissance se traduisant par la phrase de Fabius : « Le FN pose les bonnes questions, mais donne les mauvaises réponses ». Et, dernièrement, les appels du pied du PS aux électeurs lepénistes, lors de la présidentielle, nous ont bien montré la ferveur de son combat antiraciste !

Suite aux élections de maires FN (Toulon, Orange, Marignane), beaucoup s'attendaient à des mesures racistes, antisociales... de la part de ces municipalités. Mais... surprise !, ce sont celles de « gauche » qui ont ouvert le feu d'artifice. Le même jour où SOS-Racisme, aidé par le PCF et le PS, à La Seyne-sur-Mer, organisait un concert-débat contre le racisme, le maire de Pau (PS) et celui de Tarbes (PC) décrétaient des arrêtés municipaux contre la mendicité, les SDF... la misère sociale était dénoncée, interdite. Simples actes isolés de personnalités douteuses jouant les « Messieurs Sécurité » ? Non, bien sûr car ces maires sont des membres éminents de leurs partis (Labarrère, le maire de Pau, a été ministre des Relations avec le Parlement de 1981 à 1986 !). Les directions du PS et du PC ont fait preuve d'un silence absolu, donc approbateur, sur ces arrêtés. Le maire de Tarbes s'est exprimé sur France 2, en septembre. Pour lui, cet arrêté est digne d'un communiste pour qui le combat antifasciste, donc anti-FN, est primordial. Il déclare : « Pour moi, il faut lutter avant tout contre la délinquance, terreau sur lequel le FN s'implante ». Quand un membre de l'émission lui demande s'il est conscient de ce que deviendrait cet arrêté entre les mains d'un futur maire FN pour Tarbes, le maire répond que « la population resterait

garantie du respect et des formes de son arrêté ». Du délire ! Pour finir en beauté, rappelons l'autre arrêté du maire PS de Courcouronnes (Essonne), qui interdit les antennes paraboliques sur sa commune ! M. Briantoux déclare tranquillement que « sa démarche n'est pas dirigée contre un certain type de population, que l'intégration ce n'est pas transformer la France en une nation maghrébine, que les étrangers doivent tenir compte des difficultés et des contraintes de ce pays » (*Le Monde* du 25 juillet 1995). Et tous ces maires, bien sûr, feront un jour partie du front républicain pour combattre le FN !

Ce qui s'est passé cet été mérite donc toute notre attention. Derrière ces arrêtés, c'est toute une volonté politique de la « gauche » pour réprimer les effets d'une misère sociale grandissante. Non seulement PS et PC savent gérer mais ils peuvent aussi user d'autorité... qu'on se le dise ! La région lyonnaise est un excellent révélateur de cette idéologie. Rappelons simplement que lors des émeutes de Vaulx-en-Velin et de Bron, en avril 1994, les socialistes lyonnais réclamaient « une répression plus sévère » (cf. *Le Progrès*). Dernièrement, la municipalité d'union de la gauche (PS-PC) de Saint-Priest manifestait devant la préfecture son refus de recevoir sur sa commune des Tziganes venus de Roumanie (Roms), et expulsés depuis. Soyons certain que le changement des uns, la rénovation des autres passeront désormais par ce chemin.

D'ailleurs, Fodé Sylla, président de SOS-Racisme, en bon sous-marin du PS, trace les sillons. Cet été, lui aussi, a été « actif ». Dans *Libération* du 14 juillet (Fête nationale ou hasard ?), il déclare qu'il faut lutter contre le chômage, pas contre les immigrés : une amnésie totale sur dix ans de gauche au pouvoir ! Mais le plus fort, c'est que les immigrés veulent du fric : « ... Ces braves mères immigrées qui en ont assez de seringues en bas de leur immeuble et demandent de la sécurité... ». Il



Jean-Michel Zazzi

remet ça à Lyon le 23 septembre pour la Fête de l'Égalité de SOS-Racisme, déclarant que sécurité et autorité vont de paire. Sa défense des immigrés est la suivante : des gens respectables qui eux aussi aiment l'ordre ! Quant à son combat anti-FN, SOS-Racisme en appelle à défendre les valeurs de la République : liberté et égalité ! (tract pour sa fête). Il rejette les charters de Le Pen (comme si Cresson, Pasqua, Debré, ces beaux personnages de la République, étaient innocents en la matière !).

Triste bilan estival, donc, qui prouve combien la droitisation de notre société va au-delà des 20% du FN et du Mouvement pour la France de de Villiers (à l'élection présidentielle). L'implantation du FN, certes a son poids dans le jeu politique mais l'on peut voir clairement, suite à ce qui se passe à gauche, qu'il se greffe tout simplement sur une logique répressive d'Etat que la gauche a géré et gèrera de nouveau plus autoritairement !

JAIME

(gr. Kronstadt - Lyon)

Perpignan - 1er - 4 Novembre 1995 - salle Arago « L'ANARCHISME... IMAGES ET RÉALITÉS »

- Mercredi 1^{er} novembre, 14 h - 20 h 30 : LES VISAGES DE L'ANARCHISME : Hugues Lenoir : *Unité et diversité de l'anarchisme* • Yves Peyraud : *Le communisme anarchiste comme idéal de société* • René Berthier : *Anarchisme et mouvement ouvrier*.
- Jeudi 2 novembre, 17 h - 20 h 30 : LUTTES D'AUJOURD'HUI ET PROPOSITIONS ANARCHISTES : Bernard Pensiot : *Les nouvelles données de la lutte* • Hélène Hernandez : *Syndicalisme et rupture* • Philippe Pelletier : *Ecologie, antifascisme : le point de vue anarchiste*.
- Vendredi 3 novembre, 17 h - 20 h 30 : IMAGES ET RÉALITÉS DE L'ANARCHISME : Ronald Creagh : *Utopies et créativité du mouvement libertaire* • Fernando Bronchal : *Labels et fanzines anarchistes en liberté* • Jérôme Varquez : *Le pacifisme et l'antimilitarisme anarchistes*.

- Samedi 4 novembre, 10 h - 13 h : ANARCHISME ET FÉMINISME : Hélène Hernandez : *Actualité de l'anarcho-féminisme*.
- Samedi 4 novembre, 16 h - 20 h : L'ÉDUCATION LIBERTAIRE COMME ALTERNATIVE : Jean-Marc Raynaud : *Éducation libertaire d'hier et d'aujourd'hui* • Bernard Lebœuf : « Bonaventure », l'éducation libertaire en pratique.
- Du 1^{er} au 4 novembre, de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h, à la LIBRAIRIE INFOS de PERPIGNAN, 2, rue T. Guiter : EXPOSITIONS (affiches, presse, la vie d'un groupe anar...), VIDÉOS (*Un noble en armes, De toda la vida, Bonaventure*).
- Vendredi 3, à 21 h 30 : *Le dernier des Mohicans*, de Michaël Mann, avec Daniel Day-Lewis (d'après le roman de J. F. Cooper - 1826) au CINÉMA GINAIRE D'ARGELES • Samedi 4, à 21 h 30 : soirée musicale à la LIBRAIRIE INFOS.

HAUTES-ALPES

Notre compagnon Bruno Guigourese nous a quittés

Bien triste nouvelle que celle qui est parvenue, le 5 octobre, au comité de rédaction du *Monde libertaire* des Carles, à La Batie Neuve (05230) : notre compagnon Bruno Guigourese est décédé brutalement, dans un accident de voiture, le 28 août 1995, lors de vacances au Portugal. Depuis, il a été incinéré à Nantes, ville dont il était originaire.

Malgré un certain isolement (faute d'une solide implantation de notre Fédération dans les Alpes du sud), Bruno n'avait crainte d'animer la liaison FA de Gap. Il se distinguait notamment par sa présence constante sur les marchés de la ville, où il vendait le *Monde libertaire* depuis quelques années.

Bruno était un de ces multiples camarades qui, loin de tout groupe FA solidement constitué, apportent avec courage et détermination, à leur échelon individuel, la parole libertaire au travers de l'Hexagone, jusqu'en des coins reculés.

Une demi-douzaine de ML commandés, un communiqué dans notre hebdomadaire pour annoncer l'endroit d'une vente à la criée... et un premier coin dans le système est enfoncé là où l'on ne s'attend pas à constater une présence anarchiste.

Dans son entreprise, Bruno recevait l'aide, « dans la mesure de [ses] possibilités », de son épouse, Rose Marie.

En ces jours sombres, l'équipe du *Monde libertaire* tient à exprimer à Rose Marie, ainsi qu'à sa fille âgée seulement de trois ans, l'expression de ses sincères condoléances, ainsi que son entière solidarité par rapport à la situation particulièrement difficile dans laquelle toutes deux se trouvent présentement. Que l'expression de notre solidarité soit à la hauteur des convictions affichées par notre compagnon disparu ! Et que notre réconfort soit à la mesure de la fidélité aux idées libertaires de Bruno et Rose Marie Guigourese !

LE COMITÉ DE RÉDACTION

PARIS, SUITE AUX ESSAIS NUCLÉAIRES

Je manifeste, tu manifestes... ils auraient pu manifester !

LE SAMEDI 30 SEPTEMBRE, à la fin de la manifestation contre les essais nucléaires, nous avions toutes les raisons de ne pas nous attrister : une bonne participation en général (près de 10 000 personnes), en particulier chez les anarchistes, avec un cortège plus que correct, regroupant les militants et sympathisants du SCALP-RÉFLEX, de la CNT et de la FA. Avec un spectaculaire mise « en » feu d'une fusée pour clore la manifestation.

Il faut dire que le temps se prêtait à la flânerie, et que, plutôt que de s'en aller traîner dans la campagne, les sociaux-démocrates avaient trouvé bon de venir s'afficher dans les rues de Paris... ce qui nécessitait en contre-poids une présence libertaire (et de signaler des jets de tomates à l'encontre de la délégation PS, devant le Cirque d'Hiver).

Bref, on s'appretait à vous faire un compte rendu plutôt optimiste de la manifestation de samedi quand, hélas, les soirées du lundi et mardi suivants vinrent bloquer notre élan. Et alors là, quelles déconvenues !



Paris, le 30 septembre : la FA dans la manif. Photo groupe Alliance.

Comme vous devez le savoir, un nouvel essai nucléaire (un des plus gros planifiés, sauf erreur) a été effectué le lundi 2 octobre, vers 0 h 30 (heure de Paris), à Fangataufa. Naïvement, on allait dès le lundi soir place de la Bastille pour y exprimer son mécontentement. Et d'y trouver une cinquantaine de compagnes et compagnons sonneurs, sur les marches de l'Opéra. Bien que nous trouvassions légère la subtilité qui eut fait reporter au mardi la manifestation de protestation, sous prétexte que l'essai avait eu lieu, de fait, en début de journée, certains d'entre nous décidèrent de revenir le lendemain, comme « prévu ».

Le mardi soir, même endroit, même heure, les mêmes mots quelques uns, nous nous retrouvions entre nous à nous demander si c'était du lard ou du cochon.

Il ne s'agit pas là de critiquer celles et ceux qui, ulcérés ou découragés par la déconvenue du jour précédent, n'ont pas cru bon de se déplacer à nouveau le mardi soir, que cela soit bien compris, mais les autres, ceux qui jamais ne vinrent (qu'ils soient Verts, « vert-paix » [Greenpeace], pour ceux qui n'auraient pas compris) ou de n'importe quelle autre couleur « politique ».

A moins que l'homme de la rue, ne prenne ses affaires en main et

aille d'un pied vaillant lui botter les arrières dans son palais de l'Élysée, M. Chirac peut dormir tranquille ; il lui aura suffi de deux essais pour décourager les combattifs écologistes et leurs collaborateurs socialistes. La route est maintenant largement ouverte à tous les abus (atomiques et sociaux), et M. Chirac pourra sans dommage, à condition que l'envie lui prenne, faire un essai par mois pendant sept ans !

A la lumière de cette défection massive des crypto-politiciens et des capitalistes de la « verditude », la seule chose qu'il nous reste à faire est de ne compter que sur nos propres forces.

Aussi, maintiendrons-nous le principe consistant à manifester largement le lendemain de chaque essai nucléaire.

Messieurs les plaisants ayant décidé de quitter le seul navire qui valût qu'on le défende (celui de la paix et du désarmement), nous n'en serons que plus libres, et nous espérons que cette « leçon » supplémentaire saura dessiller les yeux de ceux qui pensaient encore qu'un bout de papier glissé dans une urne pouvait être à même de résoudre leurs problèmes ou de porter leur « voix » jusqu'aux oreilles de ceux qui les convoaient tant.

ALAIN L'HUISSIER
(gr. La Villette - Paris)

Oublis, silence et non-dits

(suite de la « une »)

5/ Le pacifisme bélant oublie que la mort rôde toujours, que les conflits entre les humains sont à la hauteur de la violence de notre espèce. Les prédateurs, n'est-ce pas nous ?

Les bons sentiments ne règlent pas les problèmes de souveraineté et de géopolitique. En ce sens, il n'y a pas de sphère strictement civile, pas plus qu'il n'y a de différence entre le nucléaire civil et militaire.

6/ Dans la mouvance radicale, les problèmes demeurent. On constate, par exemple :

— une instrumentalisation régulière des personnes et des mouvements (la fin justifiant les moyens) ;

— des conflits de pouvoir en permanence, une difficulté à accepter la multiplicité des expressions ;

— une acceptation de l'autonomie à condition que le cadre fixé par les organisations ne soit pas remis en cause ;

— peu de tolérance pour les points de vue différents, utilisation de bonnes méthodes issues de 1917...

Pourtant, la domination continue !

L'ordre mondial continue ses ravages ; de la Bosnie à Moruroa, les puissances nucléaires disent

le droit en pratiquant le rapport de forces. L'ONUcléaire est au service des Etats et des multinationales du Nord, pas des peuples. Comment l'oublier ?

La période change, et les possibilités de conflits armés aussi. Il faut donc mettre au point de nouvelles armes et empêcher que le nucléaire soit maîtrisé par d'autres puissances que celles qui le détient déjà.

Le conflit inter-impérialiste continue, et la proposition d'Hirochirac pour que la France devienne le parapluie nucléaire de l'Europe est significatif de cette volonté d'enrayer le déclin français.

Le complexe militaro-industriel continue de régner en maître aux Etats-Unis et en Europe. Il s'appuie sur un ordre patriarcal, pour continuer à diffuser sa culture de mort, sa hiérarchie autoritaire et son pillage économique.

Le recours au plan *Vigipirate* est clair. La différence entre l'ennemi intérieur et extérieur est rhétorique. L'étranger est parmi nous, le colonialisme réprime à Papete, la police et l'armée surveillent et expulsent ici.

Hirochirac relie ouvertement notre « fascisation » intérieure et le maintien de notre politique impérialiste de par le monde. Condamner les essais nucléaires sans voir qu'ils sont le complément naturel de la « purification

ethnique » en France, c'est soutenir l'impérialisme français. C'est ce que fait clairement le PS. En cela, il est fidèle à sa politique passée.

Clausewitz disait que la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens. Ce constat est toujours actuel. La domination cherche à se maintenir par tous les moyens possibles quelles que soient les conséquences humaines ou sur la nature.

Notre période est celle de grands bouleversements. A nous d'être à la hauteur de nos tâches théoriques et pratiques.

La société française est malade, aidons-la à crever !

L'impérialisme français n'est pas encore un cadavre puant, il est bien vivant. Du Rwanda à la Polynésie, il te toujours aussi allégrement. Attaquons-le avant de l'achever !

Signataires : Des irradié(e)s en colère. La Grande méchante louve, le groupe des élus démocratiques qui ne rendent jamais de compte, le syndicat des porteurs de banderoles, le zombie de *Virus Mutinerie*, les meufs indociles, le Bureau politique du Comité central du Parti politiquement correct, les renards enrégés, l'association des distributeurs de tracts anonymes, d'étranges personnes d'origine étrangère, le Parti jamais revenu, des prolétaires sans domiciles fixes, l'association humaniste pour l'Harmonie universelle, des nomades sans frontières, les « Pieds dans le plat », des bronzé(e)s sans couleur, le Parti sans laisser d'adresse, des musiciens sans instruments, des colonisé(e)s de l'encéphale, l'association « Vivre ensemble dans la bonne humeur », des individus instables et des collectivistes angossé(e)s...

Nantes, le 8 septembre 1995

Associations

LYON : DÉBAT ANTIFASCISTE A LA LIBRAIRIE LA GRYFFE

« Antiracisme et antifascisme, où en est-on ? », avec le collectif REFLEX, le vendredi 13 octobre, à 20 h 30, à La Gryffe, 5, rue Sébastien-Gryphe (M^o Saxe-Gambetta), 69007 Lyon.

MARSEILLE : DÉBAT AU C.I.R.A.

« Divergences et scissions dans le mouvement libertaire et anarcho-syndicaliste (l'exemple de la CNT) », avec notre compagne Loiseau, le samedi 14 octobre, à 17 h, au Centre international de recherche sur l'anarchisme, 3, rue Saint-Dominique (angle place des Capucines - M^o Saint-Charles).

CARTES et SOUSCRIPTION pour les NOUVEAUX LOCAUX RL/ML au 20 septembre 1995

- 100 F : Gilles Baccon, Mathias Blanchot, Bertrand Barre, Joël Etienne (pour l'association « Choisis son avenir »), Bertrand Liatard, Eva Louzon, 150 F : Daniel Dallgoud.
- 200 F : Marie Corvellec, Jean-Marc Destruhaut, Fabrice Etile, Marie-Lise Rey.
- 300 F : Pascal Morales.
- 500 F : Philippe Pignot, Michel Mazue.

TOTAL : 2 850 F

Ça y es
Après avo
entreprise
la loi qui
comme b
salariés,
de l'Etat-
employés,
leurs sala
L'Etat n
pouderes.
L'Etat n
peut en au
cats de fon
l'appui, s
qu'il y a n
salaires. I
fait aucu
bien qu'il
cache la f
de la Fon
entretiens
cats (CGT,
CGC, CF
aménagement
et résorp
prenant p
des syndi
L'objecti
de l'eau d
possible, e
stocks, le
fonctionna
sation » n
de temps
contexte d
actuel d'at
qui ont des
ment par le
salariés n
Capital et
ment. Nou
pour des a
pour essay
Jusqu'où
jusqu'où le

BREST : L
Les groupe
Quimper et
à la manif
nucléaires
octobre, de
base de sou
l'le Longue
de Brest et
Quimper).
Plusieurs i
auront lieu
personnalit
Pour leur p
tendront de
Les sympat
invités à p
cette mobil
Groupe « L
de Brest c
Brest cedez

CLERMONT
Le groupe
Fédération
permanence
le samedi,
l'Aténo, 8,
Clermont-
nombre d'af
disponibles.

FONCTION PUBLIQUE

La restructuration de l'Etat passe par notre manipulation Globalisons la lutte !

Ça y est ! Il fallait s'y attendre. Après avoir permis aux patrons des entreprises privées, par le biais de la loi quinquennale, de disposer comme bon leur semble de leurs salariés, c'est maintenant au tour de l'Etat-patron de s'occuper de ses employés, en préconisant un gel de leurs salaires durant l'année 1996.

L'Etat met par ce biais le feu aux poudres. Il sait très bien que cela ne peut en aucun cas plaire aux syndicats de fonctionnaires qui, chiffres à l'appui, se plaisent à démontrer qu'il y a nécessité à augmenter les salaires. La levée de boucliers n'a fait aucun doute. Mais il semble bien qu'il s'agisse là de l'arbre qui cache la forêt. En effet, le ministre de la Fonction publique, lors des entretiens avec les différents syndicats (CGT, FO, CFDT, UNSA, FSU, CGC, CFPC), a surtout parlé aménagement du temps de travail et résorption de la précarité, prenant par là-même le contre-pied des syndicats.

L'objectif de l'Etat est clair comme de l'eau de roche : rogner le plus possible, jusqu'à épuisement des stocks, les acquis sociaux des fonctionnaires. La « défonctionnarisation » n'est plus qu'une question de temps. Il est facile dans le contexte économique et politique actuel d'attaquer ces fonctionnaires qui ont des « privilèges ». Le nivellement par le bas pour les statuts des salariés ne peut que satisfaire le Capital et ses valets du gouvernement. Nous ne nous battons plus pour des avancées sociales mais pour essayer de garder les acquis. Jusqu'où iront-ils ? Et, en fait, jusqu'où les syndicats co-gestion-

naires vont-ils aller dans l'innommable ? Déjà certains, comme la CFDT, la CFTC et l'UNSA (avec la FEN) se proposent pour discuter avec le gouvernement sur les deux points que sont le temps de travail et la précarité. Il leur faut occuper le terrain à tout prix, être les interlocuteurs privilégiés de l'Etat ; voilà ce qu'il reste aux syndicats réformistes. Toute cette énergie est dépensée dans l'optique d'un

meilleur contrôle du mouvement de mécontentement qui pourrait résulter de la politique actuelle. Et le gouvernement le sait : il faut donc jouer la division à tout prix, afin que le trop beau pour être vrai consensus syndical actuel éclate. Et objectivement, il n'aura aucun mal à le faire. Les intérêts des uns et des autres sont tellement divergents que l'unité n'est que de façade.

A partir de là, quel rôle peuvent jouer les anarchistes dans cette lutte ? Tout d'abord, dénoncer la mainmise de l'Etat sur le service public. Mais il nous faut aussi avancer nos propositions sur la notion de service public et de gestion de celui-ci : la réappropriation et l'autogestion de tous les services détenus par l'Etat. Car, au-delà de la lutte actuelle, se dessine en filigrane la réforme de l'Etat

décidée par le gouvernement. En effet, l'Etat a besoin d'argent dans l'optique de satisfaire de nouveaux marchés financiers : il va aider les entreprises à répondre aux défis capitalistes. Le fait que les essais nucléaires se situent à proximité de l'Asie y est sûrement pour quelque chose.

Il nous faut donc aussi dénoncer la stratégie actuelle de l'Etat qui consiste à se restructurer pour faire face aux besoins des capitalistes français. Or, il va sans dire que si nous allons dans la rue, ce n'est pas uniquement pour demander des sous à l'Etat, mais aussi parce que cela fait partie de notre lutte au quotidien qui n'est pas de réinventer l'Etat mais de le dissoudre !

JÉRÔME JOUVENET
(gr. Kronstadt - Lyon)

TURQUIE

Trois résistants à la guerre condamnés à des peines de prison

La cour militaire d'Ankara a condamné trois civils résistants à la guerre à des peines de prison allant de deux à six mois. Ils ont également été condamnés à des amendes pour les déclarations qu'ils avaient faites il y a un an en faveur de l'objection de conscience. Un quatrième inculpé n'a pas eu de peine de prison mais a été arrêté par la police militaire à l'issue du procès et emmené de force dans un bureau de recrutement. Il a été libéré plusieurs heures plus tard, avec pour ordre de se rendre à la caserne militaire le 31 août avant 17 heures, afin d'y effectuer son service militaire obligatoire. Le procès a été suivi par deux observateurs internationaux venant de France et d'Allemagne, représentant plusieurs groupes d'objecteurs de conscience.

Les inculpés ont été poursuivis pour « détournement du peuple de son armée », suivant l'article 155 du code pénal turc et l'article 55 du code pénal militaire, pour avoir publiquement déclaré leur objection de conscience et présenté une pétition contre la conscription, lors d'une conférence de presse tenue en mai 1994, à Ankara. Depuis cette date, ils ont été détenus à plusieurs occasions, et leur procès a été reporté par deux fois.

Arif Hikmet Iyidogan, ancien président de l'Organisation des résistants à la guerre d'Istanbul (SKD) a été condamné à six mois de prison et à une amende de 780 000 liras turques ; Gökhan Demirkıran à quatre de prison et à une amende de 520 000 liras et Sefa Mehmet Fersal à deux mois de prison et à 260 000 liras. Osman Murat Ülke, président du SKD d'Izmir, n'a pas reçu de sentence mais il lui a été

donné deux jours pour rejoindre son lieu d'affectation militaire. S'étant déclaré objecteur de conscience, nous pouvons craindre qu'il pourrait souffrir d'un traitement particulièrement sévère de la part des officiers et des soldats durant son service.

L'Internationale des résistants à la guerre et ses affiliés, qui œuvrent pour la reconnaissance du droit à l'objection de conscience et pour l'abolition de toutes les armées à travers le monde, considèrent ces condamnations comme un manquement à la liberté d'expression garantie par les articles 24 et 25 de la Constitution turque.

En outre, par son refus de reconnaître le droit à l'objection de conscience, la Turquie contrevient à plusieurs résolutions des Nations unies, du Parlement européen et du Conseil de l'Europe.

Enfin, l'Internationale des résistants à la guerre considère la liberté de conscience et l'objection de conscience comme des droits humains fondamentaux. Il est tout à fait inacceptable que des personnes soient privées de leur liberté pour avoir exercé ces droits.

Nous appelons les autorités turques à suspendre immédiatement les sentences concernant Arif Hikmet Iyidogan, Sefa Mehmet Fersal et Gökhan Demirkıran, et de cesser l'enrôlement forcé d'Osman Murat Ülke à l'armée.

Nous adressons également la requête aux autorités turques de cesser leur cruelle répression contre les objecteurs de conscience dans leur pays, de reconnaître le droit à l'objection de conscience et de respecter le droit des citoyens d'exprimer leurs opinions librement.

INTERNATIONALE
DES RÉSISTANTS À LA GUERRE

RENDEZ-VOUS

BREST : L'ILE LONGUE
Les groupes FA de Brest, Rennes, Quimper et Vannes seront présents à la manifestation contre les essais nucléaires qui se déroulera, le 15 octobre, de 10 h à 16 h, près de la base de sous-marins nucléaires de l'Île Longue (à quelques kilomètres de Brest et à quelques dizaines de Quimper). Plusieurs interventions et débats auront lieu, avec de nombreuses personnalités. Pour leur part, les groupes de la FA tiendront des tables de presse. Les sympathisants libertaires sont invités à participer nombreux à cette mobilisation.
Groupe « Les Temps Nouveaux » de Brest c/o CEL, BP 728, 29277 Brest cedex.

CLERMONT-FERRAND
Le groupe « Spartacus » de la Fédération anarchiste tient sa permanence (avec table de presse) le samedi, entre 14 h et 17 h, à l'Aténée, 8, rue de l'Ange, 63000 Clermont-Ferrand. Un certain nombre d'affiches et de livres sont disponibles.

PARIS
L'Union régionale parisienne de la FA tient une permanence le samedi, de 15 h à 17 h, au local « La Rue », 10, rue Robert-Planquette (métro Blanche ou Abbesses), 75018 Paris.

TOULOUSE
Le groupe Albert-Camus a acheté un local de 85 m². Une souscription est ouverte. Chèque à l'ordre de « FA de Haute-Garonne », ainsi que FA de Haute-Garonne, 36, rue de Cugnaux, 31300 Toulouse.

UNION RÉGIONALE NORD-BELGIQUE
L'Union régionale Nord-Belgique devient effective. Elle comprend les groupes Pierre-Kropotkine (Aisne), Humeurs Noires (Lille) et Alternative Libertaire (Bruxelles), ainsi que des liaisons et individuels. Pour prendre contact avec l'URNB : — en Belgique : **Alternative Libertaire, 2, rue de l'Inquisition, 1040 Bruxelles ;** — en France : **Humeurs Noires, BP 79, 59370 Mons-en-Barœul cedex.**

• Déclaration d'Osman Murat Ülke suite à son incorporation forcée

Osman Murat Ülke devait se rendre pour le 31 août à son lieu d'incorporation. Il ne s'y est pas rendu mais a transmis à la presse la déclaration ci-dessous :

« Avant tout, je ne suis pas un déserteur, mais un objecteur de conscience. Je ne suis ni décidé à effectuer le service national, ni décidé à fuir. Je ne vois aucune raison de fuir, parce que je défends le droit à l'objection de conscience sans avoir besoin de se cacher.

[...] Mais, bien que je ne sois pas un déserteur, je ne vois aucune raison de me présenter à la caserne. Au contraire, je vais maintenant brûler sous vos yeux, ici même, le livret militaire, celui-ci ne m'appartenant pas. [...]

Je ne suis pas un soldat et ne veux pas le devenir. Naturellement, cela est clair pour moi que je serai arrêté. Cependant, le temps que cela se fasse, je ne modifierai rien à mon mode de vie.

On peut me trouver à l'association, mais je souligne encore une fois que je résisterai jusqu'au bout à mon encasernement, et que je ne serai pas un soldat. »

• Déclaration de l'Internationale des résistants à la guerre

1) Le 29 août 1995, trois résistants à la guerre turcs ont été condamnés par la cour militaire d'Ankara de deux à six mois d'emprisonnement, pour avoir enfreint l'article 155 du code pénal turc.

Ce code considère comme un délit le fait de « distancer le peuple de son armée ». L'un des accusés a été acquitté. L'article 155 fait partie du code civil. Les quatre accusés sont des civils. Néanmoins, ils furent jugés par une cour militaire.

L'Internationale des résistants à la guerre, lors de sa réunion du conseil, à Urnieta, au Pays Basque, dénonce cette sentence et le fait que des civils soient jugés par une cour militaire. Ceci est une violation des droits humains. Les quatre résistants à la guerre ont uniquement fait usage de la liberté d'expression en organisant une conférence de presse le 17 mai 1994.

2) Après le procès, Osman Murat Ülke, qui a été acquitté, a été conduit au bureau de recrutement d'Ankara, afin d'effectuer son service militaire à partir du 31 août. La cour a pris également les dispositions pour recruter Sefa Mehmet Fersal, qui n'était pas présent au moment où fut prononcé la sentence. Tous deux se sont déclarés objecteurs de conscience.

Sefa Mehmet Fersal a été arrêté un jour après le procès et est, selon nos informations, incarcéré dans la prison militaire d'Ankara. Osman Murat Ülke a brûlé ses documents militaires le 1er septembre au cours d'une conférence de presse à Izmir. Il est, selon nos informations, encore libre à ce jour, mais peut être arrêté en tant que déserteur à tout moment.

La réunion du conseil de l'Internationale des résistants à la guerre déclare son soutien aux objecteurs de conscience turcs et au mouvement antimilitariste. Nous demandons la libération immédiate de Sefa Mehmet Fersal et la libération de l'armée de tous les objecteurs turcs.

3) Sachant que le violent conflit au Kurdistan a évolué vers une guerre à grande intensité, nous croyons fortement que le fait de refuser de tuer et d'être tué est une étape importante contre cette guerre. Nous sommes convaincus qu'il n'y a pas de solution militaire au Kurdistan et qu'une approche non-violente et non militaire du problème en Turquie est meilleure pour tous les habitants de l'Etat turc.

L'AN 03 DE L'ÉCOLE LIBERTAIRE BONAVENTURE D'OLÉRON

S'il te plaît, dessine-moi un mouton !

UNE GRANDE bâtisse toute de blanc vêtue, des fenêtres bleu azur comme autant de portes ouvertes sur les étoiles, une salle de classe pleine de couleurs et de clins d'œil, des livres en veux-tu en voilà, trois petites touches de débraillé dans un espace scolaire plein de conviction, un petit voilier échoué par amour dans la « cour de récré » et ballotté sans cesse de cris en rires et de jeux en rêves, un ciel torturé de nuages pressés, le souffle chaud et rauque d'un vent d'ouest rageur, les incursions faméliques d'un soleil pantelant, l'ombre mystérieuse de la forêt environnante, la rumeur insistante de l'océan, dix petits lutins tonitrueux et pétillants à souhait, un grand balaise d'instinct moustachu en diable et un chouïa ému de faire son entrée au pays de Gavroche, un grand « couillon » de chien noir tout ravi de retrouver des copains de jeu... et de goûter, quelques parents faisant semblant de faire comme si... cette rentrée scolaire de Bonaventure ressemblait à s'y méprendre à bien des rentrées scolaires ordinaires.

Etonnant, non ?
D'une petite école libertaire née il y a seulement deux ans sur une petite île de Charente-Maritime, qui se targue de vouloir apprendre à lire, écrire et compter... aux enfants sur les bases d'un apprentissage de la liberté, de l'égalité, de l'autonomie, de l'autogestion, de l'entraide et de la citoyenneté, qui se définit comme une république éducative, qui s'affiche laïque, qui ose la gratuité, une propriété et une gestion collective de ses biens meubles et immeubles, l'égalité des salaires... d'une petite école libertaire, on aurait pu s'attendre à... A quoi ?

Paris ne s'est pas fait en un jour

C'est un fait, après seulement deux ans d'existence, Bonaventure semble avoir trouvé sa vitesse de croisière.

Quatre nouveaux « élèves », des locaux vastes, fonctionnels, agréables et bien à soi, un passage de relais réussi entre l'ancienne et la nouvelle équipe éducative, un certain « savoir-faire » pédagogique et éducatif qui s'est construit au fil des jours, des mois et des tâtonnements, un groupe d'enfants désormais bien rodés au fonctionnement de Bonaventure (cf. leur intervention lors du dernier congrès et leur parti-

icipation de plus en plus active aux conseils d'enfants), une équipe de parents où se mêlent harmonieusement libertaires et non libertaires, un bouquin qui sort, un film en préparation (le tournage se fera sur une année complète), un congrès (en juillet 1995) d'une haute tenue et d'une très grande maturité (débat sur l'éventualité d'un internat, d'un agrément sans contrat, le distinguo libertaire/anti-autoritaire...), des visites et interventions extérieures, nombreuses et fructueuses, un projet de voyage au Sénégal suite à la visite d'éducateurs africains en quête d'idées pour faire face à la crise scolaire et éducative qui sévit à Dakar... tout cela, et bien d'autres choses encore, démontre que Bonaventure va son petit bonhomme de chemin et respire une certaine sérénité.

Est-il besoin de le préciser : il n'en a pas toujours été ainsi !

Des tempêtes, des crises... nous en avons en effet essayé notre lot pendant deux ans. Parce que si nous avions de grandes idées sur l'apprendre à apprendre, la liberté, l'égalité, l'autogestion... nous ne savions pas comment nous y prendre pour conjuguer ces idées au quotidien et qu'il nous a donc fallu construire pierre à pierre outils et pratiques pédagogiques et éducatives, ce qui ne se fait jamais sans doutes, sans peurs, sans débats... et sans étincelles ! Et puis surtout parce que nous mélangions par trop une approche libertaire et une approche anti-autoritaire des choses et de la vie. Et il nous aura fallu deux années et quelques crises pour rejeter l'approche anti-autoritaire et sa conception d'un enfant-roi évoluant dans le cadre d'un espèce de lieu de vie au rythme exclusif de la spontanéité, du plaisir immédiat, d'une quasi-déscolarisation, d'un nombrilisme certain... et choisir clairement l'approche libertaire et sa conception d'un enfant-citoyen évoluant dans une république éducative (avec droits et devoirs) au rythme de constructions de situations, de plaisirs parfois différés (mais pas sublimés), d'apprentissages scolaires considérés comme indispensables à l'exercice de la liberté (les libertaires ne pensant pas que l'analphabétisme soit facteur d'épanouissement individuel et de progrès social), d'ouvertures sociales, d'engagements sociaux...

Bref, Bonaventure, comme Paris, ne s'est pas fait en un jour. Et vu

l'ampleur du chantier, il est aisé de comprendre que ses allures actuelles de père tranquille ne relèvent vraisemblablement pas du définitif. D'autant plus que...

Les seules choses impossibles sont celles qu'on ne désire pas vraiment

A l'origine, Bonaventure s'était fixé plusieurs objectifs.

Certains comme la démonstration du caractère non utopique d'une école de l'égalité des chances, d'une école de l'efficacité et d'une école de la liberté et de la citoyenneté ou comme l'élaboration d'une méthodologie et d'un outillage pédagogique ont été en grande partie atteints. Idem pour ce qui était de faire d'une petite école libertaire une vitrine (parmi d'autres) du mouvement libertaire et des espoirs dont il est porteur.

D'autres restent toujours aussi lointains, comme celui de constituer un réseau d'alternatives exemplaires destinées à anticiper ce qu'il pourrait en être des choses et de la vie à l'issue d'une rupture avec le capitalisme et de la mise en branle d'un processus révolutionnaire.

Malgré nos efforts, nous ne sommes toujours qu'une poignée d'irréductibles, dramatiquement seuls.

Le mouvement révolutionnaire nous considère souvent comme de simples éducationnistes (alors que nous avons toujours dit qu'il était impossible de transformer l'école capitaliste sans faire auparavant une révolution sociale, et que nous avons toujours affirmé être partisans d'un service social d'enseignement non étatique) pas très politiques, tandis que la constellation alternative (ou ce qu'il en reste) trouve suspecte notre volonté de fédérer des exemplarités dans le cadre du mouvement social de rupture avec le système capitaliste.

Bien évidemment, notre espoir en une révolution sociale, qui non contente de détruire le merdier sociétal actuel serait capable de proposer et de mettre en œuvre une véritable alternative (avec non seulement de grandes idées mais également des solutions concrètes aux problèmes sociaux de tous ordres), nous met à l'abri de l'amertume et nous incite à poursuivre et à radicaliser un combat dont nous savons qu'il sera long.

Mais pour l'heure, c'est peu dire que nous sommes pauvres. En moyens humains. En moyens financiers. En perspectives politiques... Et donc extraordinairement fragiles. Sans doute est-ce là le lot commun originel de tous les grands rêves !

Reste simplement à savoir, pour en sortir, si nos désirs sont à la mesure de nos rêves. Car, comme aimait à le dire ce vieux baroufleur d'Errico Malatesta, « les seules choses impossibles sont celles qu'on ne désire pas vraiment ».

JEAN-MARC RAYNAUD

Les bouchées doubles à Bonaventure

Je ne suis jamais allé (encore) à Bonaventure, et je n'ai aucune excuse à présenter. D'autant plus que, moi, le « charentais », je le parle couramment. C'est même ma langue maternelle préférée.

Mais je suis persuadé que les garçons et les filles qui animent la « petite république scolaire » de l'île d'Oléron sont de faux Charentais. En effet, les Saintongeais ont adopté comme animal fétiche la *cagouille* (1). Et les « cagouillards » vont à *chas p'tit* (2). Alors que les bonaventuriers galopent ! Rendez-vous compte. Ils ont fondé leur école en 1993. Ça fait tout juste deux ans. Et depuis ils ont accumulé : trois rentrées scolaires (ça, c'est normal) ; deux congrès ; de multiples tournées de conférences ; deux colonies de vacances ; un film ; la construction d'une école toute neuve ; le lancement d'un bulletin de liaison, etc, etc...

A vous couper le souffle ! Je serais bien incapable de vous le raconter et vous seriez bien inspirés de faire comme moi : vous précipiter sur la lecture de leur premier bouquin, *Ecole Bonaventure - Premiers pas d'une république éducative* (mais comment font-ils ?), où vous trouverez tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur... etc, etc...

Cempuis, La Ruche, l'École rationaliste, toutes ces expériences commençaient à devenir objets de musée. Bonaventure arrive à point nommé pour réactualiser, au sens premier du terme, la pédagogie libertaire.

Dois-je avouer, dans ce livre à cases multiples, vers quels textes sont allées mes préférences ? Ceux qui racontent la vie quotidienne, le vécu au jour le jour. Et puis ce chantier de l'été 1994 pendant lequel... Mais non, ça vous le lirez vous-mêmes ! Dois-je indiquer ce qui m'a paru un point faible ? Sans liberté de blâmer... Tout simplement quelques répétitions sur les motivations et les fondements théoriques. Mais comment l'éviter quand on est plusieurs à prendre la plume ?

Bonaventure ? Une vraie bonne aventure, qui devrait susciter des vocations, et qui devrait enclencher des épisodes multiples. Ce sera l'objet des autres livres qui ne manqueront pas d'être écrits sur cette réalisation. Raison de plus pour ne pas rater la lecture du premier.

YVES PEYRAUT

- (1) Escargot, en langage local.
(2) Lentement.

LA PETITE SEMAINE

Le chef de gang

L'illuminé en chef de la multinationale Vatican and Co, VRP de la connerie épaisse, est allé redécouvrir l'Amérique. Sur le sentier de sa guerre de religion, la femme a remplacé là-bas l'Indien de jadis, exterminé pieusement ou évangélisé, c'est-à-dire asservi. Elargissant toujours plus son champ d'action — que seuls les naïfs, hélas légion, croient limité aux seules singeries liturgiques du dimanche matin —, voici le sinistre clown blanc, devenu porte-parole des fœtus, s'en prenant violemment à la législation sur l'avortement satanique.

Personne évidemment ne parlera de menées intégristes ou d'appels au meurtre en évouant ce vieillard irresponsable venu jeter de l'huile sur le feu des bûchers promis aux avortées, ces sorcières du jour. Pourtant, ce petit coup de pouce aux éternels du crucifix, dans un pays où les adversaires de l'avortement ont entrepris de régler la question à coups de revolver sur les médecins, n'est plus seulement un encouragement complice aux hommes de main de Notre Seigneur, mais un appel à l'extension de la tuerie. Voici le pape, officiellement, devenu chef de gang. ♦

FLORÉAL

Rectificatif : La disparition malencontreuse du titre du texte de *La Petite semaine* du ML 1011, « Sarah Balabagan », a occasionné un démarrage brutal de la lecture de l'article, privé de l'introduction constituée par ledit titre. Ce nous vous demandons de nous excuser. Par ailleurs, manquait (accidentellement encore) la signature habituelle de Floréal, ce dont il voudra bien ne pas nous tenir rigueur.

RENDEZ-VOUS

LE MANS

Les militants et militantes du groupe FA du Mans tiendront un stand lors des *24 Heures du Livre*, les samedi 14 (de 10 h à 19 h) et dimanche 15 (de 10 h à 18 h) octobre, dans le *Quinconce des Jacobins*.

PARIS

Pour ses 2 ans, le groupe Alliance de la FA organise un goûter d'anniversaire, le dimanche 15 octobre, à partir de 16 h, au local « La Rue », 10, rue Robert-Planquette (métro Blanche) 75018 Paris.

FORUM de la LIBRAIRIE du MONDE LIBERTAIRE
145, rue Amelot, (M^o Oberkampf), 75011 Paris

SAMEDI 14 OCTOBRE - 16 h 30

THYDE ROSELL
viendra présenter l'ouvrage
« ÉCOLE BONAVENTURE
PREMIER PAS D'UNE RÉPUBLIQUE ÉDUCATIVE »
éditions du Monde Libertaire.
Prix 60 F

(+ 10% de frais de port. Chèque à l'ordre de PUBLICO)

TRISTES TROPIQUES

« Marges, sexe et drogue à Dakar »

J.-F. Werner - éditions Karthala

QUELLE PART de l'humanité vit dans les banlieues des grandes villes du tiers monde ? Deux-cent-cinquante millions d'Africains vivront dans les villes en l'an 2000 contre soixante en 1975. A Pikine, près de Dakar au Sénégal, 700 000 personnes environ vivent sur 25 km². On ne peut parler de bidonville ; la moitié de l'agglomération est issue d'un projet d'urbanisme réalisé dès 1952, et 80% des habitations sont en dur. L'afflux de migrants des campagnes sénégalaises et des pays voisins — Guinée, Mali, Mauritanie — a débordé les prévisions des urbanistes de l'administration coloniale, mais une société structurée a pu se constituer sur les principes de l'autorité coutumière et religieuse. Des bandes d'adolescents font régner l'ordre dans chaque quartier avec l'assentiment tacite des familles. Exclutés parmi les exclus, les marginaux, drogués, prostituées, se trouvent aux prises avec une société où celui qui n'a pas de famille n'existe pas.

« L'homme, c'est sa parenté », dit un proverbe.

De 1988 à 1992, Jean-François Werner, médecin et chercheur en anthropologie, a observé la vie de M., jeune sénégalaise précipitée au plus bas de la condition humaine, après la rupture avec sa famille, suivie d'une période de prostitution, d'un mariage raté et d'un veuvage. Ne voulant ou ne pouvant se plier aux normes rigides d'une société traditionaliste, elle ne pouvait que rester dans le « maquis », le monde nocturne des bars clandestins, des drogues, des passes...

L'auteur a réussi à rendre compte de son travail en restant lisible par les non-spécialistes. Echappant aux diverses chapelles des sciences humaines et à leurs jargons, il donne un récit qui évite les ornières du voyeurisme ou du misérabilisme. C'est presque au jour le jour que nous suivons M., en découvrant à la fois les différences de cultures et la tragique universalité de certaines situations individuelles ou des réactions sociales.

N'ignorant pas l'ambiguïté de sa propre situation, Jean-François Werner a su également élargir son sujet au-delà de l'anecdote et dévoiler les causes économiques et sociales des déchéances individuelles. Il dénonce vigoureusement la politique anti-drogue de l'Etat sénégalais, importée de France, et les conséquences sociales de la politique d'ajustement structurel dictée par le FMI aux Etats africains. Il est connu que les femmes souffrent encore plus que les hommes des coupes dans les budgets sociaux, exigées par le FMI. Même si l'auteur ne se réclame pas de l'anarchisme, les réflexions qu'il livre dans le dernier chapitre intitulé « Déviance, société, Etat » seront un apport intéressant aux nôtres. Une lecture indispensable pour tous ceux qui pensent que la réalisation de nos idéaux est impossible sans tenir compte des réalités du sud.

ANTOINE BARRAL

FORUM de la LIBRAIRIE du MONDE LIBERTAIRE
145, rue Amelot,
75011 Paris
(M^o Oberkampf)

Samedi 21 octobre
16 h 30

RENÉ BERTHIER
viendra parler
de la toute nouvelle
« BROCHURE ANARCHISTE »
sur le TRAVAIL

Lectures mexicaines (2)

« La Révolution mexicaine 1910 - 1920 », Adolfo Gilly. 140 F.

La révolution mexicaine 1910 - 1920 est l'ouvrage d'un socialiste proche d'un certain courant marxiste. L'auteur est néanmoins intéressant et honnête dans sa relation des faits. Dans la préface française, il précise : « Dans cet événement extraordinaire, il faut voir la combinaison de la tradition communautaire paysanne d'autogouvernement, qui est celle des peuples de la région, et de l'influence des syndicalistes révolutionnaires, anarchistes et socialistes, celle de l'anarchisme mexicain de Ricardo Flores Magon et jusqu'à celle d'un vétéran de la Commune de Paris, qui se sont joints à la révolution de Emiliano Zapata... ». Et les 290 pages du livre de contribuer à nous éclairer sur ces multiples combinaisons spécifiques au Mexique et en Amérique centrale.

On notera dans les deux premiers chapitres une longue et utile analyse sur le développement du capitalisme au Mexique, sur la liquidation progressive, mais réelle, des communautés indiennes qui allait parfaire l'œuvre du colonialisme espagnol. La description de la création et de l'existence du Parti libéral mexicain est aussi intéressante : de l'exil de Ricardo Flores Magon, avec le soutien du syndicat révolutionnaire américain IWW et d'Emma Goldman, à l'évolution de Magon et du PLM vers un anarchisme insurrectionnel. « L'évolution de Flores Magon et de son groupe, du libéralisme radical à l'anarchisme insurrectionnel, plus qu'un cas particulier, était un signe de maturation politique qui se produisait au sein des masses mexicaines. »

Quant au mouvement zapatiste, il prend forme au cours de l'année 1909. Emiliano Zapata, devenu maire d'un petit village, utilise l'argument des vieux titres de propriété communautaire pour lancer un large mouvement paysan d'expropriations. Le mouvement débuta dans l'Etat de Morelos, Etat où la révolution dans ses réalisations fut la plus complète. Tout un chapitre y est consacré : réforme agraire, réforme des industries, de l'éducation, de la santé, jusqu'à la création d'une nouvelle monnaie.

Le 25 mai 1911, Diaz abandonne le pouvoir. La bourgeoisie démocrate profite de cette occasion — comme à son habitude — pour le conquérir, avec son lot de promesses en échange du désarmement des troupes zapatistes.

Sentant bien que la force des masses paysannes ce sont ses armes, Zapata se rapproche du courant libertaire en affirmant d'abord la nécessité d'un peuple en armes.

« Cette formule contient les prémices d'une organisation militaire basée sur des milices territoriales liées à la production : les casernes, l'armée professionnelle ou les détachements permanents armés étant remplacés par les travailleurs en armes, organisés sur leurs lieux de travail. »

Par ailleurs, si le mouvement zapatiste prend ses racines dans le mouvement paysan et indien, les bases de ce mouvement sont foncièrement anti-capitalistes (expropriation des terres, collectivisation des industries...) et anti-autoritaires (les masses devant rester maîtresses de leurs décisions).

Le chapitre sur la Convention, moment où de plus ou moins sincères démocrates espèrent que la démocratie va pouvoir trouver une solution à une lutte de classes, n'est pas sans rappeler la dernière convention démocratique qu'a connu récemment le Mexique.

Mais c'est peut-être le chapitre suivant qui va le plus attirer notre attention. C'est un chapitre qui explique les causes fondamentales de l'échec de ce grand mouvement révolutionnaire qui durera plusieurs années, mettant en déroute l'armée fédérale, faisant chuter plusieurs gouvernements et faisant trembler l'ensemble de la bourgeoisie.

On constate d'une part que quand bien même le mouvement anarchiste est influent dans les pensées, de par les réflexions, il n'est pas suffisamment organisé et manque d'une base sociale. D'autre part, le prolétariat en tant que force politique n'existe pas ou n'en est qu'à sa naissance, avec la création de syndicats révolutionnaires. Ce prolétariat, malgré son occupation de Mexico et la grande sympathie qu'il suscite, sera incapable de prolonger la lutte et de la généraliser. De plus, les appuis internationaux sont faibles. En quelques mots, disons que le mouvement révolutionnaire mexicain manque à la fois d'appuis et d'un programme !

A la suite de ce constat, Adolfo Gilly nous décrit la contre-révolution qui débute en 1915, la récupération des héros de la révolution par le Parti révolutionnaire institutionnel.

Même si l'on peut regretter la non réédition de *La Révolution mexicaine* de Ricardo Flores Magon, qui aurait pu être un pendant, un complément, à celui d'Adolfo Gilly, *La Révolution mexicaine 1910 - 1920* de ce dernier, malgré quelques analyses marxistes faisant grincer les dents, est un écrit de référence de par sa masse d'informations.

RÉGIS BALRY (gr. FA du Mans)

(suite au prochain numéro)

« 2^e Nuit de l'Anarchie »
THÉÂTRE TOURSKY
(16, impasse Léo-Ferré
3^e arrondissement)
MARSEILLE
21 OCTOBRE - 16 h
rencontre avec les militants
du collectif de Marseille
de la Fédération anarchiste
sur le thème
« Qu'est-ce
que l'anarchisme ? »

Théâtre à 19 h
« Conférences jubilatoires
de Charles Fourier »
mise en scène de Paul Fructus
et Michaël Gluck

Chansons et musique
à 21 h
LOUIS ARTI
MAMA BÉA
LA COMPAGNIE LUBAT
LES ARCHERS
• L'ODYSSÉE DE L'ESPACE
DE LUCIEN JO BEZE
• LES GARY SOUFFLEURS
• LA SARDINE
• LE BALTRAQUAR D'ADEL GROUPE
• MAPA MUNDO • ARMEL VEILHAN
• HAMID AOUMEUR
• MICHEL ORION

Animations diverses,
stands, restauration.
80 F (chômeurs : 40 F).



POÉSIE

« Vie inverse » de Jean-Patrick Courtois
« Entre » de Antoine Emaz
chez Deyrolle éditeur

paupière du : « Temps vu de face-
du-temps qui ne peut pas finir-forcé-
ment-qui m'emmène me pousse me
réveille-me colle sur un bout du jour
me jette-de mon propre à pic-où je ne
suis pas une fin où je ne peux pas
finir-forcément. »

Ainsi, le sol du monde n'est pas à
la hauteur d'yeux mais de regard, et
si la poésie a le pouvoir de convo-
quer les faunes, elle a aussi celui de
capturer l'image du paysage obscur
où se prépare l'élan de la pensée.
Habile à célébrer le jour, la poésie
se risque assez rarement à interro-
ger le rythme du sens. Lorsqu'elle y
parvient sans perdre la mesure,
apparaît l'insolite du temps, l'ombre
d'un corps où remue le futur de la
langue.

La poésie d'Antoine Emaz, autre
versant du même ordinaire contem-
porain (ordinaire non péjoratif)
prend le dehors comme support et
miroir d'une intériorité secrète et
douloureuse. Des bribes de réalité,
un silence privé d'air sous la chair,
un silence qui cherche dans les
choses une respiration perdue, et
l'homme définitivement ne sera
plus ce jouet qu'on bouge et qu'on

déplace mais l'être attentif aux
reflets qui passent par l'anti-
chambre de l'être profond. La porte
du poème ouvre sur le monde, et le
jardin des mots se peuple non de
fleurs poétiques mais d'instant
réels qui coïncident avec le silence
matériel du monde : « On pose les
mots sur la table comme de petites
masses de terre molle : ils sont là
tièdes, il n'y a bientôt plus qu'eux
dans les yeux. » Pressentie, proférée,
la densité secrète des choses devient
maïeutique, opère dans le poème
une lente reconversion du soi et
bien sûr, l'économie obligatoire de
son mouvement, de ses attentes, de
ses déceptions crée l'espace d'une
nouvelle respiration. On voit
qu'humanisée, toute lumière
devient lointaine et que son bref
éclat pose un juste rayon sur le
masque ravagé de la tribu. D'une
voix volontairement discrète mais
libre de son accent, Antoine Emaz
compte les pas du silence et dit dans
son poème qu'ils sont bien de ce
monde si l'homme, conscient
d'échapper à tout ce qu'il n'est pas,
trouve en sa propre langue la
mesure du temps.

CLAUDE MARGAT

HUMANISME

Laïques et francs-maçons

LA FRANC-MAÇONNERIE est souvent considérée comme l'avant-garde des troupes laïques. Il est impossible de l'ignorer si, dans le cadre d'une chronique anticléricale, on souhaite faire un inventaire de nos forces. Parfois contestée, parfois associée au mouvement ouvrier et au syndicalisme enseignant, elle est incontournable. Encore faut-il savoir de quelle franc-maçonnerie on parle.

La presse à grand tirage focalise sur certaines affaires. D'autre part, le dernier « convent » (assemblée générale en langage maçonnique) du Grand Orient fut assez agité. Des controverses internes ont été montées en épingle. Sans mettre — au contraire — de côté tout esprit critique, pourquoi ne pas s'intéresser à ce que disent les francs-maçons d'eux-mêmes ? L'im-mense majorité des quelques 100 000 maçons français ne se reconnaît pas plus que les libéraux dans l'image que donne d'eux la « grande » presse. Ils combattent l'affairisme comme le manque de fraternité. Bakounine, lui-même franc-maçon dès 1845, dénonçait ce qu'il y avait d'antimaçonnique dans

la maçonnerie sous les termes d'« Internationale de la combine ». Ne faut-il pas d'abord se tourner vers les actes, les travaux, les publications de ceux qui s'engagent ?

Réputée secrète, la franc-maçonnerie a fait l'objet de dizaine de milliers d'ouvrages, depuis sa création, à travers le monde, et actuellement de plus de 500 livres disponibles en français en librairie. La plupart sont sans envergure, avec de nombreuses erreurs ou inventions. On n'est jamais si bien servi que par soi-même. L'auteur du présent article est un « profane », c'est-à-dire un non maçon. Il s'est adressé à des maçons compétents, Jean-Roger Ragache, ancien Grand Maître, et à l'équipe de *Humanisme*, revue des francs-maçons du Grand Orient de France. Le résultat en est la parution d'un numéro spécial de la revue indépendante *Panoramiques*. Il est intitulé : « Comment peut-on être franc-maçon ? » (1).

La maçonnerie y est décrite sous ses multiples facettes : histoire, initiation symbolique et rites, relations avec la politique, les religions, les femmes... Elle compte des membres aussi divers que

Kipling, Abd El Kader, Montesquieu, Guy Mollet ou Sébastien Faure (2). En partie héritière du compagnonnage, la franc-maçonnerie « spéculative » s'organise à Londres en 1717. Il existe aujourd'hui des obédiences (fédérations de loges regroupant une ou plusieurs dizaines de membres) dans la plupart des pays du monde.

Le principal clivage porte sur la question religieuse. D'une part, les obédiences conservatrices anglo-saxonnes ont rendu obligatoire pour leurs membres la croyance au « Grand Architecte de l'Univers » (le Dieu de la Bible). Elle ne ne reconnaissant en France que la Grande Loge Nationale Française (GLNF). D'autre part, les obédiences les plus importantes d'Europe continentale sont laïques. En France, l'obédience la plus représentative de ce courant est le Grand Orient (GO). La Grande Loge de France (GLF), quant à elle, définit une troisième voie entre ces deux pôles.

En Angleterre et aux Etats-Unis, la franc-maçonnerie a pris une ampleur considérable (plusieurs millions de membres). De nombreux individus

appartenant à la famille royale et des présidents américains ont été initiés. C'est une institution ouvertement conservatrice. Fondée par des pasteurs, elle est théiste. C'est-à-dire judéo-chrétienne. La Bible est présente dans toutes les loges. Comme toute institution cléricalisée, elle pratique la charité sous le nom de philanthropie. Les sociétés de libres penseurs anglais et américains n'entretiennent aucune relation avec ces obédiences.

Les grandes obédiences d'Europe continentale ont fait le choix de la liberté absolue de conscience dès la fin du XIX^e siècle. Le Grand Orient de Belgique en 1872 ; le Grand Orient de France en 1877. Cette liberté est le fondement de la laïcité en général et de la loi de séparation des Eglises et de l'Etat de 1905 en particulier. Elle est un des apports essentiels de la maçonnerie. Dans les loges, cela se traduit par la cohabitation de croyants (juifs, protestants et, en moins grand nombre, catholiques, et quelques rares musulmans), d'agnostiques, d'ésotéristes et d'athées.

Le courant républicain et laïque reste dominant. Les anticléricaux radicaux se sont brillamment illustrés. Un des plus marquants fut Pierre-Joseph Proudhon. Il fut initié à Besançon en 1847. Il décrit cette initiation dans *De la justice dans la Révolution et dans l'Eglise* : « Comment tout néophyte, avant de recevoir la Lumière, je dus répondre aux trois questions d'usage : Que doit l'homme à son semblable ? Que doit-il à son pays ? Que doit-il à Dieu ? Sur les deux premières questions, ma réponse fut telle, à peu près, qu'on la pouvait attendre ; sur la troisième, je répondis par ce mot : la Guerre ».

LUCIFER

(1) *Panoramiques* n° 20, éditions Corlet, route de Vire, 14110 Condé-sur-Noireau. Prix : 85 F. En vente également à la librairie du Monde Libéraire (chèque à l'ordre de Publico. Ajoutez 10% de frais de port).
(2) Pour toute information sur Sébastien Faure franc-maçon, l'auteur de l'article fait des recherches. Se renseigner auprès du ML, qui transmettra.

PanoramiquesS

Directeur : Guy Henebelle

Comment peut-on être franc-maçon ?

Dirigé par Charles Conte et Jean-Roger Ragache

arléa - corlet



Associations

NANTES : DÉCOUVRIR TIMOR AU « LOCAL »

« Le Local » (16, rue Sanlecque. Tél. : 40.48.49.56) accueillera, le vendredi 13 octobre, à 20 h 30, des militants de l'association portugaise « La Caravelle d'Orphée », qui viendront parler de la situation actuelle sur l'île de Timor. Une exposition réalisée par Amnesty International et une vidéo (extrait de *Les médias et les illusions nécessaires*, sur Noam Chomsky) viendront étoffer la conférence.

PARIS : LES DÉBATS DE « LA BONNE DESCENTE »

• « Fascisme/antifascisme », avec l'Ennemi public n° 20 (collectif de quartier animé, entre autres, par des gens du SCALP), le vendredi 13 octobre, à 20 h.
• « The dark side of the net » (la réalité contradictoire d'Internet et les chemins de traverse de la communication électronique alternative), le samedi 14 octobre, à 20 h.
« La Bonne descente », 64, rue Rébeval (M^o Belleville), 75019 Paris.

PARIS : LES INFOS DU CIRC

• Le CIRC propose un service téléphonique d'information juridique, botanique, documentaire... sur le cannabis au : 16 (1) 42.38.04.83, du lundi au vendredi, entre 14 h et 17 h.
• Du mardi au jeudi, le CIRC tient une permanence, entre 14 h et 17 h, au 54, rue David-d'Angers (métro Danube), 75019 Paris.

PARTHENAY : CERCLE HENRY-LE FÈVRE

Création sur Parthenay (Deux-Sèvres) du Cercle Henry-Le Fèvre, pour l'étude et la diffusion des idées philosophiques, naturiennes et anarchistes.

Le cercle a en projet l'édition d'une brochure sur le mouvement naturien. Les gens ayant en leur possession des documents, brochures... sur le mouvement, entre 1885 et 1930, peuvent prendre contact avec la librairie Didier Nicolas, 27, rue Louis-Aguillon, 79200 Parthenay.

Egalement contacts, rencontres, discussions, échanges d'idées... à cette même adresse.

POITIERS : RÉUNION ANTI-NUCLÉAIRE DE LA COORDINATION LIBERTAIRE POITEVINE

« De la bombe aux déchets radioactifs : une même logique », tel est l'intitulé de la réunion publique organisée, le mardi 17 octobre, à 20 h 30 (précise), à la Maison du Peuple, salle Timbaud, rue Saint-Paul, à Poitiers, par la Coordination libertaire poitevine (regroupant la FA, l'OCL et le CARES). Avec la participation de militants antinucléaires venant de différents sites (centrales, stockage de déchets...).

MONTPELLIER : RENCONTRES ANTI-AUTORITAIRES DE « VIVRE AU PRÉSENT »

Les vendredi 20, samedi 21 et dimanche 22 octobre, se dérouleront les Rencontres anti-autoritaires de Montpellier, intitulées « Tous unis pour leur mettre leur ordre moral au cul ! ».

Pour tout renseignement, écrivez à l'association libertaire « Vivre au Présent », BP 9223 Antigone, 34000 Montpellier cedex.

SOMMAIRE

Page 1 : Banlieues : plutôt la vie ! (suite p.3), Oublis, silence et non-dits (suite p.4).
Page 2 : En avant toutes et tous !, La commission Femme de Montpellier.
Page 3 : Banlieues : plutôt la vie ! (suite de la « une »), L'été de toutes les surprises, Piratage informatique à la Royale.
Page 4 : Oublis, silence et non-dits (suite de la « une »), Je manifeste..., Bruno Guigourese nous a quittés, Associations, Souscription ML/RL.
Page 5 : Fonction publique, Objecteurs en Turquie, Rendez-vous.
Page 6 : L'école Bonaventure, Associations, A la petite semaine : Le chef de gang, Rendez-Vous.
Page 7 : Lectures mexicaines, Marges, sexe et drogue à Dakar, Poésie.
Page 8 : Laïques et francs-maçons, Associations.